



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 20 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1975

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
200

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 170

Περί κυρώσεως της από 28 Φεβρουαρίου 1975 Συμφωνίας μεταξύ της Κυβερνήσεως της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας περί των αμοιβαίων Τελωνειακών Διευκολύνσεων και ρυθμίσεως συναφών θεμάτων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ομοφώνως μετά της Βουλής, άπεφασίσαμεν:

Άρθρον πρώτον.

Κυροῦται και κτᾶται ισχύν Νόμου ή ύπογραφείσα έν Σόφια, την 28ην Φεβρουαρίου 1975, μεταξύ της Έλληνικής Δημοκρατίας και της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας Συμφωνία (περί των άμοιβαίων τελωνειακών διευκολύνσεων) ής τό κείμενον, έν πρωτοτύπω είς την γαλλικήν και έν μεταφράσει είς την ελληνικήν γλώσσαν, έχει ως ακολούθως :

ACCORD

Entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie sur les facilités douanières réciproques.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie, désireux de faciliter et d'encourager, pour leur intérêt mutuel et dans l'esprit des rapports de bon voisinage, le trafic de marchandises et de personnes entre les deux Pays à la base de la collaboration de leurs Administrations Douanières, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les voyageurs de l'une des Parties Contractantes lors du passage de la frontière de l'autre Partie Contractante ne sont pas obligés de remplir une déclaration douanière écrite, mais ils procèdent à une déclaration orale seulement. Ils jouissent des avantages et des facilités de la Convention «sur les facilités douanières en faveur du tourisme» conclus à New York le 4 Juin 1954, l'accordance réciproque de plus grandes facilités douanières par chacune des Parties Contractantes n'étant pas toutefois exclue.

Article 2.

Pour les objets d'usage et d'économie domestique des personnes déménageant de l'une des Parties Contractantes à l'autre sont accordés les avantages prévus par les dispositions de la législation interne de chacune des Parties Contractantes.

Article 3.

Objets, expédiés de chacune des Parties Contractantes par des particuliers à des particuliers, sous forme de cadeaux, dans des petits envois, d'une valeur ne dépassant pas les dix (10) dollars par envoi et destinés, d'a-

près leur nature, leur qualité et leur variété à l'usage exclusif des destinataires ou des membres de leurs familles, dépourvus de tout caractère commercial, sont exemptés des droits et autres taxes à l'importation, contributions, redevances et impositions en général. L'alcool, les boissons spiritueuses et les produits de tabac sont exemptés de ce privilège.

Article 4.

1. Les véhicules routiers commerciaux des Parties Contractantes traversant la frontière commune sont admis dans les conditions de la «Convention Douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux», conclue à Genève le 18 mai 1956.

En cas d'absence du carnet de passage en douane prévu par cette Convention sont applicables les dispositions de la législation interne.

2. Les automobiles privés seront de même admis sous les conditions de la Convention Douanière «sur l'importation temporaire d'automobiles privés», conclue à New York le 4 Juin 1954 ou en vertu des dispositions de la législation interne de chacune des Parties Contractantes si elles sont plus favorables.

Article 5.

Les containers importés temporairement vides ou pleins de marchandises sont admis par les Douanes frontalières ainsi qu'à l'intérieur sous les conditions et la procédure prévues par la Convention Douanière relative aux containers, conclue à Genève le 18 mai 1956.

Article 6.

Les marchandises transportées par des véhicules routiers commerciaux ou par des containers seront admises par les Douanes frontalières et circuleront dans le territoire de chacune des Parties Contractantes conformément aux conditions et à la procédure prévues par la «Convention Douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnet TIR», conclue à Genève le 15 Janvier 1959. En cas de l'absence de carnet TIR sont applicables les dispositions de la législation interne.

Article 7.

Les échantillons de marchandises importés par les Services commerciaux auprès les Représentations Diplomatiques, par les représentations commerciales, par les commerçants ou représentants reconnus du commerce sont admis en franchise de droits de douane et taxes pour une période de douze (12) mois, dans les conditions prévues par les dispositions en vigueur dans chaque Pays.

Avant l'expiration dudit délai, les échantillons doivent être réexportés, dédouanés ou détruits sous contrôle douanier aux frais des intéressés.

Article 8.

En vue d'encourager le commerce mutuel et la coopération industrielle et technique entre les deux Pays, les Parties Contractantes s'accorderont le régime de l'admission temporaire ou celui du «drawback», sur la base de la législation interne en vigueur dans les deux Pays.

Article 9.

Les Parties Contractantes s'engagent à faciliter sous la condition de la réciprocité le transport en transit par le territoire de celles - ci, de voyageurs, de marchandises et de véhicules routiers en les soumettant au minimum possible de formalités douanières, selon les dispositions en vigueur de chacune des Parties Contractantes.

Article 10.

Les Parties Contractantes accordent mutuellement des facilités concernant l'emménagement des marchandises sous contrôle douanier dans les dépôts du PIREE, de THESSALONIQUE et de tout autre port hellénique approprié et disponible pour des marchandises en provenance de Bulgarie, ainsi que dans les dépôts de VARNA, de ROUSSEE et de tout autre port bulgare approprié et disponible pour des marchandises en provenance de Grèce, conformément aux conditions et formalités prévues par la législation interne de chacune des Parties Contractantes.

Article 11.

Comme point d'entrée des voyageurs, des marchandises et des véhicules routiers est fixé le point où le chemin conduisant de Sidirocastron à Koulata, traverse la ligne frontière entre les deux Pays. Les autorités douanières établies sur ce point - de Promachon et de Koulata - exercent le contrôle des voyageurs, des marchandises et des moyens de transport continuellement ; il serait de même en ce qui concerne tout autre point d'entrée qui serait ouvert après entente des Gouvernements des deux Pays.

Article 12.

Les Administrations Douanières des deux Parties Contractantes coopéreront pour l'échange :

- a) de renseignements concernant les dispositions nécessaires pour l'application du présent Accord ;
- b) de renseignements sur les personnes en général qui ont été suspects d'avoir commis ou ont commis de fraudes douanières dans le territoire de l'autre Partie et
- c) généralement de renseignements utiles à l'autre Partie Contractante pour la prévention et la suppression du trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes.

Article 13.

1. Les Parties Contractantes accorderont mutuellement, en ce qui concerne les questions réglées par le présent Accord, le traitement de la Nation la plus favorisée pour les voyageurs, les marchandises et les véhicules de transport dans leur territoire et leurs ports y compris les zones franches nationales de chacune.

2. La disposition du paragraphe ci-dessus ne s'applique pas quand il s'agit de :

- a) un régime provenant d'une Union Douanière de n'importe quel caractère, conclue ou à conclure par l'une des deux Parties Contractantes, ainsi que des avantages institués à la suite de l'établissement d'une zone de libres échanges ;
- b) avantages qui ont été accordés ou seraient accordés par l'une des Parties Contractantes à un pays voisin.

Article 14.

Afin que les questions émanant de l'application du présent Accord soient réglées, une Commission Mixte Douanière est instituée par le présent Accord, dont les

attribution et les membres seront à déterminer par les Administrations Douanières compétentes des Parties Contractantes.

Article 15.

1. Le présent Accord est conclu pour une période de trois (3) ans et sera renouvelable automatiquement tous les trois ans, si aucune des Parties Contractantes n'avise pas l'autre Partie Contractante de son intention de le dénoncer au moins six (6) mois avant l'expiration de la période respective de trois ans.

2. Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature.

FAIT A SOFIA, le 28 février 1975, en deux exemplaires originaux en langue française, les deux textes faisant également foi.

Pour Le Gouvernement
De La République Hellénique

Pour Le Gouvernement
De La République
Populaire De Bulgarie

IOANNIS BOUTOS

IVAN NEDEV

Σ Υ Μ Φ Ω Ν Ι Α

Μεταξύ της Κυβερνήσεως της 'Ελληνικής Δημοκρατίας και της Κυβερνήσεως της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας «περί των αμοιβαίων τελωνειακών διευκολύνσεων».

Ἡ Κυβέρνησις της 'Ελληνικής Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις της Λαϊκής Δημοκρατίας της Βουλγαρίας, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ αὐτῶν, ὅπως διευκολύνουν καὶ ἐνθαρρύνουν, πρὸς τὸ ἀμοιβαίον αὐτῶν συμφέρον καὶ ἐν πνεύματι σχέσεων καλῆς γειτονίας, τὴν διακίνησιν ἐμπορευμάτων καὶ προσώπων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, διὰ τῆς συνεργασίας τῶν τελωνειακῶν τῶν Διοικήσεων, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν κάτωθι :

* Ἀρθρον 1.

Οἱ ταξειδιῶται ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, κατὰ τὴν διέλευσιν ἐκ τῶν συνόρων τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου μέρους, δὲν ὑποχρεοῦνται εἰς συμπλήρωσιν γραπτῆς τελωνειακῆς δηλώσεως, ἀλλὰ διατυπώνουν μόνον προφορικὴν τοιαύτην. Οὗτοι ἀπολαμβάνουν τῶν πλεονεκτημάτων καὶ διευκολύνσεων τῆς Συμβάσεως «περί τῶν τελωνειακῶν διευκολύνσεων διὰ τὸν τουρισμόν», τῆς συναφθείσης ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τὴν 4ην Ἰουνίου 1954, μὴ ἀποκλειομένης πάντως τῆς ὑφ' ἐκάστου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐπ' ἀμοιβαίῳ παροχῇ μεγαλύτερων τελωνειακῶν διευκολύνσεων.

* Ἀρθρον 2.

Διὰ τὰ εἶδη οἰκιακῆς χρήσεως καὶ οἰκονομίας προσώπων μετοικούντων ἐκ τοῦ ἐνὸς συμβαλλομένου μέρους εἰς τὸ ἕτερον, παρέχονται τὰ ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας ἐκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, προβλεπόμενα πλεονεκτήματα.

* Ἀρθρον 3.

Εἶδη ἀποστελλόμενα ἐξ ἐκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ὑπὸ ἰδιωτῶν πρὸς ἰδιώτας, ὑπὸ μορφήν δώρων, εἰς μικρὰς ἀποστολάς, ἀξίας ἐκάστη μέχρι δέκα (10) δολλαρίων καὶ προοριζόμενα, ὡς ἐκ τῆς φύσεως, τῆς ποιότητος καὶ τῆς ποικιλίας αὐτῶν, δι' ἀποκλειστικὴν χρῆσιν τῶν παραληπτῶν ἢ τῶν μελῶν τῆς οἰκογενείας αὐτῶν καὶ οὐχὶ δι' ἐμπορίαν. ἀπαλλάσσονται τῶν δασμῶν καὶ λοιπῶν κατὰ τὴν εἰσαγωγὴν εἰσπραττομένων φόρων, εἰσφορῶν, δικαιωμάτων καὶ τελῶν ἐν γένει. Τὸ οἰνόπνευμα, τὰ οἰνοπνευματώδη ποτὰ καὶ τὰ καπνικά προϊόντα ἐξαίρουνται τοῦ ὡς ἄνω προνομίου.

* Ἀρθρον 4.

1. Τὰ διερχόμενα τὴν κοινὴν μεθόριον ἐμπορικὰ ὁδικὰ ὅχηματα τῶν συμβαλλομένων μερῶν, γίνονται δεκτὰ ὑπὸ τοῦ ἐδρὸς τῆς ἐν Γενεύῃ συναφθείσης τὴν 18ην Μαΐου 1956 «Τελωνειακῆς Συμβάσεως περί προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ἐμπορικῶν ὁδικῶν ὀχημάτων».

Ἐν περιπτώσει μὴ υπάρξεως τοῦ ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ταύτης προβλεπομένου δελτίου CARNET DE PASSAGE EN DOUANE, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας.

2. Τὰ ιδιωτικά αυτοκίνητα θὰ γίνονται ὡσαύτως δεκτὰ ὑπὸ τοὺς ὅρους τῆς Τελωνειακῆς Συμβάσεως «περὶ προσωρινῆς εἰσαγωγῆς ιδιωτικῶν αυτοκινήτων», τῆς συναφθείσης ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τὴν 4ην Ἰουνίου 1954 ἢ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας ἐκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐφ' ὅσον αὐταὶ καθιεροῦν εὐνοϊκωτέραν μεταχείρισιν.

*Ἀρθρον 5.

Τὰ ἐμπορευματοκιβώτια, εἰσαγόμενα προσωρινῶς κενὰ ἢ πλήρη ἐμπορευμάτων, γίνονται δεκτὰ ἀπὸ τὰ παραμεθόρια Τελωνεῖα καὶ ἐν τῷ ἐσωτερικῷ ὑπὸ τοὺς ὅρους καὶ τὴν δικασίαν, ἣτις προβλέπεται ὑπὸ τῆς ἐν Γενεύῃ συναφθείσης τὴν 18ην Μαΐου 1956 Τελωνειακῆς Συμβάσεως «περὶ ἐμπορευματοκιβωτίων».

*Ἀρθρον 6.

Τὰ δι' ἐμπορικῶν ὁδικῶν ὀχημάτων ἢ ἐμπορευματοκιβωτίων μεταφερόμενα ἐμπορεύματα, θὰ γίνονται δεκτὰ εἰς τὰ παραμεθόρια Τελωνεῖα καὶ θὰ διακινούνται εἰς τὸ ἔδαφος ἐκατέρου τῶν συμβαλλομένων μερῶν, συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους καὶ τὴν δικασίαν τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς ἐν Γενεύῃ συναφθείσης τὴν 15ην Ἰανουαρίου 1959 Τελωνειακῆς Συμβάσεως «περὶ διεθνῶν μεταφορῶν ἐμπορευμάτων διὰ δελτίων TIR». Ἐν περιπτώσει μὴ ὑπάρξεως δελτίου TIR ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας.

*Ἀρθρον 7.

Τὰ δείγματα ἐμπορευμάτων τὰ εἰσαγόμενα ὑπὸ τῶν ἐμπορικῶν Ὑπηρεσιῶν παρὰ ταῖς διπλωματικαῖς Ἀντιπροσωπεΐαις, ὑπὸ τῶν ἐμπορικῶν ἀντιπροσωπειῶν, τῶν ἐμπόρων ἢ ἀνεγνωρισμένων ἐμπορικῶν ἀντιπροσώπων, εἰσάγονται ἐλεύθερα τελωνειακῶν δασμῶν καὶ φόρων διὰ μίαν περίοδον δώδεκα (12) μηνῶν ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς προβλεπομένους ὑπὸ τῶν εἰς ἐκάστην χώραν ἰσχυουσῶν διατάξεων.

Πρὸ τῆς ἐκπονῆς τῆς ἀνωτέρω προθεσμίας τὰ δείγματα δέον ὅπως ἐπανεξάγονται, τελωνίζονται ἢ καταστρέφονται ὑπὸ τελωνειακὴν ἐποπτεῖαν, δαπάναις τῶν ἐνδιαφερομένων.

*Ἀρθρον 8.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἐνθαρρύνουν τὸ ἀμοιβαῖον ἐμπόριον καὶ τὴν βιομηχανικὴν καὶ τεχνικὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ παρέχουν ἀλλήλοις τὸ καθεστῶς τῆς προσωρινῆς εἰσδοχῆς ἢ τῆς ἐπιστροφῆς δασμῶν (DRAWBACK) ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας τῆς ἰσχυούσης εἰς τὰς δύο χώρας.

*Ἀρθρον 9.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωσιν νὰ διευκολύνουν, ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀμοιβαιότητος, τὴν ὑπὸ διαμετακινήσιν διακίνησιν διὰ τοῦ ἐδάφους τῶν τῶν ταξειδιωτῶν, τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν αυτοκινήτων ὁδικῶν ὀχημάτων, διὰ τῆς ὑποβολῆς τούτων εἰς τὸ ἐλάχιστον δυνατόν ὄριον τῶν τελωνειακῶν διατυπώσεων, συμφώνως πρὸς τὰς ἰσχυούσας διατάξεις εἰς ἐκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

*Ἀρθρον 10.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη, παρέχουν ἀμοιβαίως διευκολύνσεις ἀφαιρώσας εἰς τὴν ἐναποθήκευσιν τῶν ἐμπορευμάτων ὑπὸ τελωνειακὸν ἔλεγχον εἰς τὰς ἀποθήκας τοῦ Πειραιῶς, τῆς Θεσσαλονίκης, ὡς καὶ παντὸς ἐτέρου Ἑλληνικοῦ λιμένος καταλλήλου καὶ διαθεσίμου δι' ἐμπορεύματα προερχόμενα ἐκ Βουλγαρίας, ὡς ἐπίσης καὶ εἰς τὰς ἀποθήκας τῆς Βάρνας, τοῦ ROUSSEE καὶ παντὸς ἐτέρου Βουλγαρικοῦ λιμένος καταλλήλου καὶ διαθεσίμου δι' ἐμπορεύματα προερχόμενα ἐξ Ἑλλάδος, ἐπὶ τῇ τηρήσει τῶν ὑπὸ τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας ἐκάστου τῶν συμβαλλομένων μερῶν προβλεπομένων ὥρων καὶ διατυπώσεων.

*Ἀρθρον 11.

Ὡς σημεῖον εἰσόδου ταξειδιωτῶν, ἐμπορευμάτων καὶ ὁδικῶν ὀχημάτων ὀρίζεται τὸ σημεῖον εἰς τὸ ὅποιον ἡ ὁδὸς ἢ ἄγουσα ἀπὸ Σιδηροκάστρου πρὸς Κουλάταν διασχίζει τὴν μετὰξὺ τῶν δύο χωρῶν μεθόριον γραμμὴν. Αἱ εἰς τὸ σημεῖον τοῦτο λειτουργοῦσαι ἐκατέρωθεν Τελωνειακαὶ Ἀρχαὶ—Προμαχῶνος καὶ Κουλάτας—διενεργοῦν τὸν ἔλεγχον τῶν ταξειδιωτῶν, ἐμπορευμάτων καὶ μεταφορικῶν μέσων συνεχῶς· τοῦτ' αὐτὸ ἦθελεν ἰσχύει καθ' ὅσον ἀφορᾷ πᾶν ἕτερον σημεῖον εἰσόδου, ὅπερ ἦθελεν ἀνοιγῇ κατόπιν συμφωνίας τῶν Κυβερνήσεων τῶν δύο χωρῶν.

*Ἀρθρον 12.

Αἱ Τελωνειακαὶ Διοικήσεις τῶν δύο συμβαλλομένων μερῶν θὰ συνεργάζονται διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν:

α) πληροφοριῶν, ἐπὶ τῶν ἀναγκαιῶν διατάξεων διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας·

β) πληροφοριῶν ἐπὶ τῶν προσώπων ἐν γένει, ἅτινα κατέστησαν ὑποπτα διενεργείας τελωνειακῶν παραβάσεων ἢ διέπραξαν τελωνειακὰς παραβάσεις ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου μέρους καὶ

γ) ἐν γένει πληροφοριῶν χρησίμων εἰς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος διὰ τὴν πρόληψιν καὶ καταστολὴν τῆς παράνομου διακινήσεως ναρκωτικῶν καὶ ψυχοτροπικῶν οὐσιῶν.

*Ἀρθρον 13.

1. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ παρέχουν ἀμοιβαίως, ἐν σχέσει πρὸς τὰ θέματα τὰ ρυθμιζόμενα διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας, τὴν μεταχείρισιν τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου Κράτους, διὰ τοὺς ταξειδιώτας, τὰ ἐμπορεύματα, τὰ μεταφορικά ὀχήματα ἐντὸς τοῦ ἐδάφους καὶ τῶν λιμένων αὐτῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐθνικῶν ἐλευθέρων ζωνῶν ἐκάστου.

2. Ἡ διάταξις τῆς προηγουμένης παραγράφου δὲν ἐφαρμόζεται προκειμένου περὶ:

α) καθεστῶτος προερχομένου ἐκ Τελωνειακῆς Ἐνώσεως οἰασθῆποτε φύσεως, συναφθείσης ἢ μελλούσης νὰ συναφθῇ ὑπὸ ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ὡς καὶ πλεονεκτημάτων καθιερουμένων συνεπείᾳ συστάσεως ζώνης ἐλευθέρων ἀνταλλαγῶν·

β) πλεονεκτημάτων παραχωρηθέντων ἢ παραχωρηθησάμενων παρ' ἐνὸς τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς γειτονικὴν τινα χώραν.

*Ἀρθρον 14.

Πρὸς ρύθμισιν θεμάτων ἀνακυπτόντων κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμφωνίας, συνιστᾶται διὰ τῆς παρούσης Συμφωνίας Μικτὴ Τελωνειακὴ Ἐπιτροπὴ, ἣς τὰ καθήκοντα καὶ τὰ μέλη θὰ καθορισθοῦν ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Τελωνειακῶν Διοικήσεων τῶν συμβαλλομένων μερῶν.

*Ἀρθρον 15.

1. Ἡ παρούσα Συμφωνία συνομολογεῖται διὰ περίοδον τριῶν (3) ἐτῶν καὶ θὰ τυγχάνῃ αὐτομάτου ἀνανεώσεως ἀνὰ τριετίαν, ἐφ' ὅσον ἐκάτερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν δὲν προβαίνει εἰς γνωστοποιήσιν πρὸς τὸ ἕτερον συμβαλλόμενον μέρος περὶ τῆς προθέσεώς του, ὅπως καταγγεῖλῃ ταύτην, ἐξ μηνῶς τοῦλάχιστον πρὸ τῆς ἐκπονῆς τῆς ἀντιστοίχου τριετοῦς περιόδου.

2. Ἡ παρούσα Συμφωνία τίθεται ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ὑπογραφῆς τῆς.

Ἐγένετο ἐν Σόφίᾳ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1975 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου αὐθεντικῶν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
ΙΩΑΝΝΗΣ ΜΠΟΥΤΟΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας
τῆς Βουλγαρίας
IVAN NEDEV

*Άρθρον δεύτερον.

Τὸ ἐδάφιον δεύτερον τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἁρθρου 14 τοῦ Ν. Δ/τος 3839/1958, ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ἁρθρου 5 τοῦ Νομοθετικοῦ Δ/τος 1238/1972 «περὶ τῆς διαδικασίας κηρύξεως, ὡς ἀζητήτων, ἐγκαταλειπομένων αὐτοκινήτων» κλπ., ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

«Εἰδικῶς, ὀχήματα τοῦ ἁρθρου 1 τοῦ Ν. Δ/τος 2637/1953, «περὶ εἰσαγωγῆς καὶ κυκλοφορίας ὀχημάτων δυνάμει πολυτύπων ἢ τριπτύχων», κοιζόμενα παρ' ἀλλοδαπῶν ἢ ἡμεδαπῶν, ἀπάντων μονίμων κατοίκων ἐξωτερικοῦ, παραδίδονται ὑπὸ τὸ καθεστὼς τῆς ἐλευθέρως χρήσεως διὰ χρονικὸν διάστημα τεσσάρων μηνῶν, ἀνευ ἐκδόσεως Δελτίου Ἐλευθέρως Χρήσεως, καταχωριζομένης σχετικῆς ἐγγραφῆς ἐπὶ τοῦ διαβατηρίου ἢ ἐλλείψει τούτου, ἐπὶ τοῦ σημειώματος εἰσόδου, ὅπερ ἡ ἀρμοδία Ὑπηρεσία τοῦ Ὑπουργείου Δημοσίας Τάξεως συρράπτει εἰς τὴν ταυτότητα τοῦ περιηγητοῦ. Μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τοῦ τετραμήνου, οἱ περὶ ὧν πρόκειται περιηγηταί, ἐφ' ὅσον προτίθενται νὰ παρατείνουν τὴν ἐνταῦθα διαμονὴν των, ἐφοδιάζονται διὰ Δελτίου Ἐλευθέρως Χρήσεως, ὑπὸ τῆς πλησιεστέρας Τελωνειακῆς Ἀρχῆς.

*Άρθρον τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς 28ης Φεβρουαρίου 1975.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κυρωθεὶς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς Νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 16 Σεπτεμβρίου 1975

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΜΠΙΤΣΙΟΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΕΥΑΓΓ. ΔΕΒΛΕΤΟΓΛΟΥ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Σεπτεμβρίου 1975

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΑΚΗΣ